



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

FRANCK DEBIÉ

L'avenir de l'Europe

Les Carnets des Dialogues du Matin

FRANCK DEBIÉ

L'avenir de l'Europe

Sommaire

Avant-propos p. 5
Jean-Claude Seys

L'avenir de l'Europe p. 7
Franck Debié

Avant-propos

Les citoyens dont les droits et pouvoirs sont limités par les frontières des entités politiques auxquelles ils appartiennent - Etats et Communauté pour les Européens - sont naturellement conduits à penser celles-ci comme des réalités premières, qui déterminent souverainement leur destin.

Le géographe, comme le météorologue qui voit la terre à travers les images prises par satellite, aperçoit des zones de fortes et basses pressions démographiques, des ensembles économiques qui se déstructurent comme des nuages après la pluie, des masses nuageuses qui s'accumulent, des courants puissants qui se forment et se mettent en marche sans considération pour les frontières dessinées par les hommes.

Les politiques ne pourront ignorer ces phénomènes ni les éluder, mais seulement les prendre en compte pour profiter des vents favorables ou tenter d'en retarder l'effet tant que le coût humain n'en sera pas insupportable.

Notre destin n'est pas écrit, ni ne dépend de notre seule volonté, mais de notre capacité à identifier les mouvements qui nous entraînent, à les regarder avec lucidité et à imaginer avec courage et détermination comment tirer parti des espaces de liberté qui peuvent exister.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

L'avenir de l'Europe

La confusion sur l'avenir de l'Europe a, parmi d'autres, une origine rhétorique : l'abus de la métonymie communautaire. L'Union européenne, qui n'est qu'une institution parmi d'autres et n'est dotée d'une personnalité juridique que depuis quelques mois, en est venue, sous la plume de beaucoup d'auteurs, à devenir synonyme de l'Europe. Les Russes ne manquent d'ailleurs jamais une occasion de dénoncer cette identification abusive entre le tout et la partie. Comme si le débat sur l'avenir de l'Union européenne pouvait enfermer le débat sur l'avenir de cette réalité géographique, physique et humaine, qu'est le continent européen.

Que pouvons-nous savoir de l'avenir du continent européen comme espace ? Paul Vidal de La Blache allait jusqu'à définir la géographie comme la science des lieux à l'exclusion des hommes, suivant la tradition de Strabon qui faisait de la géographie le décor de l'histoire. Sans verser dans ce classicisme, il est possible de se demander ce qui peut advenir de l'espace européen lui-même, à l'arrière-plan des évolutions sociales et politiques qui se dessinent. Comment notre continent va-t-il changer ?

Géographie du vraisemblable pour le « continent humain » euro-méditerranéen

Le premier facteur de cette dynamique pourrait être le changement du climat de l'Europe lui-même. Ce climat a toujours été mouvant comme l'ont montré les travaux d'Emmanuel Leroy-Ladurie. Ses évolutions ont longtemps découragé une modélisation d'ensemble. Une partie de

la communauté scientifique s'aventure aujourd'hui dans ce sens avec plus d'assurance et suggère des cartes ou, du moins, des principes de compréhension des évolutions probables.

Si l'on suit les prédictions du Hadley Centre pour le milieu du siècle (2041-2070), la zonation climatique du continent devrait se renforcer et se contraster davantage :

- le monde méditerranéen connaîtrait une accentuation de l'aridité, pendant et autour de la période estivale ; accentuation qui peut prendre une allure catastrophique dans les espaces déjà à la limite du domaine subdésertique. En tout cas, les conditions de déploiement de l'agriculture pluviale y seront compliquées ;
- les façades atlantiques, de la Norvège au Tage, seront plus humides ;
- les traits continentaux devraient se renforcer là où ils sont déjà affirmés : dans la Meseta espagnole, dans l'est de la plaine germano-russe, les Balkans ; un climat plus sec devrait affecter les greniers à blé des plaines et des plateaux qui entourent la mer Noire ;
- les montagnes moyennes ou hautes, des chaînes galiciennes au Caucase, renforceront leur originalité en termes de précipitations et de fraîcheur ; elles seront plus que jamais des châteaux d'eau pour les plaines voisines ;
- les hautes latitudes connaîtraient une évolution sensible vers plus d'humidité et plus de neige.

Pour synthétiser, pas de réchauffement généralisé, pas d'évolution univoque, mais plus de contrastes, plus de situations locales variant dans des directions opposées à quelques centaines de kilomètres près. Du coup, beaucoup de nouveaux équilibres à trouver entre amont et aval, un régime appelé à évoluer pour un certain nombre de grands fleuves, beaucoup de limites zonales susceptibles de bouger, comme la limite de la forêt au nord, de la steppe et du désert au sud.

A cette dynamique des climats et des milieux, se superpose, avec plus de certitude, la poursuite de dynamiques démographiques déjà engagées, qui peuvent

être infléchies, mais pas annulées :

- la méridionalisation du peuplement, notamment dans le bassin méditerranéen, avec, en particulier, le gonflement démographique de la rive sud -l'Afrique du nord, l'Anatolie, le Machrek- mais aussi la fin de l'exode démographique des « mezzogiorno » ;
- la croissance des villes, notamment le long des littoraux et des grandes vallées ;
- l'urbanisation des campagnes ;
- le vieillissement de la population, affectant davantage l'est et le centre du continent : s'il ne modifie pas immédiatement la répartition des densités en Allemagne, ce mouvement s'accompagne d'un début de repli vers l'ouest et les villes du monde russophone.

Ces dynamiques affectent toutes un « continent humain » continu, des hommes serrés les uns à côté des autres, sans discontinuité, de l'Atlantique au Don et des rivages de la Baltique à ceux du Sahara. L'ancienneté des densités a fait celle des échanges et des brassages.

Trois dynamiques résultent de cette superposition à l'horizon de 2050.

Au sud, un milieu de plus en plus difficile à gérer, mais plus de jeunes, un climat d'expansion, la poursuite d'une urbanisation rapide partout autour des villes existantes mais aussi dans les campagnes. Une ambiance qui rappelle potentiellement certains éléments des Trente glorieuses en Europe de l'ouest, mais avec moins de capitaux disponibles, moins d'encadrement public : des classes d'âges nombreuses (peinant à se loger), le chamboulement sans scrupule des territoires, la croissance tirée par la consommation et la construction... Beaucoup de changements, beaucoup de difficultés et d'opportunités à la fois.

A l'est et au nord, une logique de concentration du peuplement, de déprise rurale, de repli généralisé. C'est, à l'exception de quelques points, la fin de l'aventure pionnière et coloniale des Européens vers l'est, vers l'Oural, la Sibérie, les steppes et les vallées de l'Asie centrale. Le morcellement politique de l'ancien espace soviétique, confirme et accélère ce recul. Au nord, à l'est, aux confins

de la steppe, les zones de culture les plus risquées sont abandonnées. Le monde russophone, démographiquement affaibli, se retourne vers l'ouest, vers les villes, et le vaste monde.

A l'ouest, moins de bouleversements, mais des équilibres nouveaux à trouver entre les nord et les sud, les montagnes et les plaines d'aval, les régions prématurément vieilles et les autres. De grands vides intérieurs commencent ici et là à se creuser. Mais les préoccupations sont ailleurs, elles tiennent à la fin d'un « occident économique » centré sur l'Atlantique nord : en deux générations, l'Europe de l'ouest a perdu le monopole du travail industriel qu'elle partageait avec la côte est des États-Unis, puis le Japon et la Corée. Ensemble, ils ont perdu le monopole des hautes technologies, de la recherche, de l'énergie nucléaire, de l'industrie spatiale... L'occident n'est plus la seule source de capitaux pour l'économie mondiale. Il n'a plus le monopole des savoir-faire financiers. Une partie de ces capacités de production ont été dupliquées ailleurs. Le nouveau cycle de la mondialisation des échanges est le premier, depuis la Renaissance, à n'être pas exclusivement organisé par et pour cet « occident économique ». Aussi, de part et d'autre de l'Atlantique, se posent, au même moment, les mêmes questions, dans des villes habituées à organiser les flux du monde à leur bénéfice : comment reconstituer l'avance perdue ? Comment maintenir les compromis sociaux établis dans des périodes de prospérité plus grande et de démographie plus vivace ? Sans surprise, chacune des grandes nations de l'Europe de l'ouest s'estime en devoir de jouer les cartes qu'il lui reste à jouer pour maintenir tant bien que mal son « modèle » de société.

Dynamiques unificatrices et forces centrifuges actuelles

Pendant la Guerre froide, les forces qui contribuaient à rassembler les hommes du continent humain que forment l'Europe et sa rive sud avaient été sous-estimées et occultées par les divisions politiques. La dynamique de convergence était également masquée par l'observation,

alors nouvelle, des écarts de développement. Pourtant, sous l'affrontement Est-Ouest, par-delà les murs et les rideaux de fer, les géographes pouvaient observer la diffusion d'une même culture technologique, d'un même idéal de consommation, d'une même forme de rationalité scientifique. Le grand élargissement de l'Union européenne à l'est, le rapprochement économique avec la Turquie, le Maroc, l'Algérie ont été préparés par cette modernité partagée. Autrement, l'adoption de l'immense acquis communautaire n'aurait pas été possible. Les peuples rejetteraient comme un corps étranger le modèle d'économie de marché et de société pluraliste que leur propose l'Union. Les entreprises internationales, les médias transnationaux, les immigrés ont puissamment contribué à forger cette modernité commune sans laquelle rien n'aurait été possible. Dès que cela fut possible, la même aspiration à une meilleure qualité de la vie, un meilleur management des entreprises, une meilleure gouvernance des états s'est exprimée, souvent dans une même langue -l'anglais- et avec les mêmes références à travers tout le continent. Cette demande de modernité « européenne » n'est pas venue seulement du sommet de la hiérarchie politique. Elle a trouvé des relais chez les étudiants, les intellectuels, dans les médias... Elle a contribué à structurer de nouvelles forces et de nouveaux équilibres politiques. Toute cette dynamique profonde, qui a commencé pendant la guerre froide, a été sous-estimée alors qu'elle est aujourd'hui encore un des moteurs puissants de la poursuite de l'aventure européenne.

De la même manière, les dynamiques centrifuges aujourd'hui à l'œuvre sont sous-estimées, masquées qu'elles sont par l'élargissement du Marché unique, et le succès de l'aventure des institutions forgées dans l'ouest de l'Europe : l'OTAN et l'Union européenne qui continuent à attirer et s'étendre. Quelles sont ces dynamiques ? La première tient aux priorités différentes des sociétés qui composent l'espace euro-méditerranéen. Les sociétés de la rive sud sont confrontées à un

changement d'échelle historique : le doublement de la population en moins d'un siècle, le passage d'un monde rural à la métropolisation généralisée, l'intégration d'espaces économiques encore étroitement nationaux dans la globalisation, le tout avec peu de capitaux accumulés, peu d'industries performantes, et donc la possibilité que les inégalités explosent.

Ainsi, les pouvoirs publics, sur les charbons ardents, sont-ils obligés de faire face sur tous les fronts, envieux de tout mobiliser et de tout piloter. D'où le recentrage sur les intérêts nationaux, la priorité aux réformes à l'intérieur, le refus, presque partout, du laissez-faire libéral, et un certain opportunisme dans les relations économiques et politiques. En effet, ni les efforts publics de solidarité consentis par l'Union européenne dans les cadres existants (voisinage, Union pour la Méditerranée, pré-adhésion) ni les « investissements directs étrangers » européens ne suffiront à couvrir les besoins d'investissements nécessaires à cette conversion tous azimuts.

Les pays de la rive sud sont donc obligés de trouver de nouveaux partenaires : les Etats-Unis, navire amiral de l'économie de la connaissance, les riches pays du golfe persique, arabophones et musulmans comme eux, la Chine... Et de nouveaux débouchés pour rentabiliser leurs entreprises : l'Afrique en pleine croissance sur laquelle misent les entrepreneurs égyptiens, l'Asie centrale et l'Europe de l'est qui intéressent la Turquie...

Le pragmatisme inévitable avec lequel les états de la rive sud doivent gérer leur grande transition historique, en ce moment même, fait inévitablement dérailler l'idée d'une Méditerranée qui resterait la chasse gardée des états membres de l'Union européenne. Il n'y a plus et il n'y aura plus de « lac français » en Méditerranée occidentale, ou de « lac russe » en mer Noire.

Les sociétés de l'est de l'Europe qui ne sont pas entrées dans l'Union se battent dos au mur pour éviter un déclin généralisé : déclin démographique, migratoire, agricole, industriel, commercial, géopolitique. Du coup, une certaine

popularité des rêves de restauration nationale et de grandeur retrouvée. On comprend également le désir de jouer le plus habilement les cartes qu'il est possible de jouer : celle du gaz, des minerais. Comment envisager que ces cartes de la dernière chance puissent être entièrement laissées aux mains du secteur privé ? Comment ne pas vouloir réduire par des accords, voire par des pressions, la concurrence avec les autres producteurs et la rente prélevée par les pays de transit ? Il est une autre carte, difficile à jouer, celle de la puissance militaire et technologique héritée. Mais comment la monnayer ? Comment en faire un argument d'influence économique ?

Les besoins sont pourtant gigantesques : dans les secteurs clés, dans les infrastructures pour tenir des territoires immenses, besoins d'investissements et de marchés ouverts pour faire surgir une nouvelle classe d'entrepreneurs et d'entreprises. La période soviétique a partout laissé des campagnes et des paysanneries en très mauvais état, des sols et des fleuves pollués, des routes inutilisables, des ports vieilliss... Beaucoup d'espaces inutilisables pour une économie performante. Comment s'étonner des dynamiques centrifuges, de la décomposition du territoire en fiefs plus ou moins autonomes ? Comment s'étonner de la course contre la montre entre les états qui essaient de conserver le contrôle du territoire et les dynamiques locales d'auto-organisation ? Qui contrôle vraiment la Sibérie : les Européens de Moscou, les maires russophones des villes, ou les colons chinois ?

Cette Europe de l'est a beaucoup emprunté, beaucoup promis pour attirer les investisseurs, beaucoup gagé de ses ressources, sans arriver pourtant à asseoir entièrement les bases nouvelles d'un développement économique durable. La transition économique a pris un rythme plus lent. Les chiffres consolidés de croissance masquent d'énormes disparités.

Cette Europe de l'est, qui ne se sent pas moins européenne que l'Europe centrale, ne vit pas à l'aise à côté d'un ensemble aussi vaste et cohérent que le Marché unique européen. Elle perçoit que les barrières à ses frontières jouent

contre ses propres producteurs et ses propres paysans. Elle mesure l'effet de substitution qui s'est effectué dans les anciens pays tributaires du COMECON : ils ont changé de fournisseurs, de partenaires financiers, de clients. Economiquement, ils sont passés à l'ouest et sous-traitent pour l'Allemagne. De là, le jeu compliqué qui se joue, en ce moment même, à trois -l'UE, la Russie, l'Ukraine- autour des millions de consommateurs du marché ukrainien. L'Ukraine va-t-elle, à son tour, glisser vers l'ouest ?

Les sociétés de l'ouest du continent subissent de manière diverse les effets du vieillissement et ceux de la désindustrialisation. Malgré la richesse qui s'y trouve accumulée, la première préoccupation est partout l'emploi. Une partie de la population a commencé à s'appauvrir. La tentation du repli sur soi existe. Pourquoi ne pas ressusciter la préférence communautaire ? Pourquoi accepter une concurrence faussée d'avance avec des pays qui ne respectent pas les mêmes normes ? Une sourde opposition divise les partisans d'une croissance autocentrée et les partisans de l'exportation à tout prix. Partout l'appauvrissement relatif suscite un intense débat public. Faut-il changer entièrement de mode de vie et de modèle social avant qu'il ne soit trop tard ? Certains plaident pour la destruction des mécanismes de redistribution qu'ils jugent obsolètes et onéreux. D'autres demandent de rompre avec la croissance, le productivisme, pour se contenter de moins. Ces débats et les groupes qui les animent dépassent le cadre national. Ils forment des réseaux d'idées et des nébuleuses d'influence. Ils ont des correspondants outre-Atlantique. Sous des formes différentes, ils contribuent à faire vivre, dans chaque pays, des débats similaires. Si les forces politiques réellement paneuropéennes sont encore balbutiantes, un espace public propre à l'Union européenne est en voie de constitution. L'heure est donc d'abord à l'ajustement interne : réforme des marchés du travail, réforme de la protection sociale, réforme des marchés financiers... Bien entendu, les grandes entreprises mondialisées et les

PME les plus solides de l'Europe de l'ouest jouent la carte du monde, mais pas nécessairement sur le continent européen lui-même.

Les Européens de l'ouest découvrent également que le Marché unique ou le partage de la même devise n'ont pas effacé les écarts de productivité ni les différences d'organisation économique et sociale entre eux. L'unité apparente cache en fait beaucoup de disparités et de retards pris par rapports aux plus performants. Le chemin vertueux suivi par l'Allemagne, avec une grande discipline salariale et un modèle économique fondé sur l'expansion commerciale vers le vaste monde, ne semble pas accessible à tous, car chacun n'a pas un tissu diversifié, bien financé, de grandes PME capables d'organiser une logistique complexe de sous-traitance et d'exportation. Chacun s'efforce de retrouver de la compétitivité globale et de sauver ce qui peut l'être de son modèle social. A l'harmonisation communautaire succède une phase moins euphorique, marquée par des plans nationaux de sauvetage.

Il résulte de cette situation un fait très simple : les investissements publics et privés, matériels et humains, l'ouverture du Marché unique et celle des filières migratoires qu'espèrent (ou qu'espéraient) les voisins de l'Union en Méditerranée et dans l'est du continent ; les Européens de l'ouest ne sont pas aujourd'hui prêts à les consentir, du moins pas au niveau où ils apparaissent nécessaires à leurs partenaires. L'Europe de l'ouest s'ausculte elle-même, essaie de se réparer, et investit au loin. Elle n'a pas la capacité d'absorption et d'intégration suffisante pour unifier le continent humain que représente l'Euro-méditerranée. Ses liens économiques avec la rive sud sont moins intenses que ceux des Etats-Unis avec les Caraïbes et l'Amérique centrale. Ses liens avec la Russie sont moins intenses que ceux de la Chine avec la Corée et le Japon.

Comment s'étonner dès lors de frustrations inévitables qui se focalisent sur les instruments juridiques alors qu'elles portent fondamentalement sur l'absence de contenu :

interrogations et sarcasmes sur l'Union pour la Méditerranée, déception turque vis-à-vis du processus d'adhésion, déception russe vis-à-vis de l'abstraction des espaces communs décidés à Saint-Pétersbourg, déception ukrainienne... Déception inévitable également du côté des Européens de l'Union qui conservent l'impression de peser peu dans le monde, et même sur les conflits du continent, malgré leur poids économique.

Faute d'une présence massive des Européens de l'ouest, les Etats-Unis et la Chine ont pris pied au Maghreb et n'y abandonneront pas leurs intérêts du jour au lendemain. Sur la rive sud de la Méditerranée, il faudra désormais compter également avec les pays arabes du Golfe. Dans le domaine de l'énergie, les Russes et les producteurs arabes se rapprochent et court-circuitent les vieilles structures de l'OPEP. La Turquie, moins exclusivement pro-occidentale, renoue avec la Russie, l'Iran, le monde sunnite, l'Asie centrale, et développe un jeu autonome. A leurs frontières, les Européens de l'ouest rencontrent une multipolarité qu'ils ne croyaient pas y trouver.

Quelles conclusions provisoires tirer de ces lignes de forces qui semblent s'esquisser ?

a) Le retour des Etats-nations.

L'Europe de l'est et la rive sud de la Méditerranée sont entrées, pour des raisons différentes, dans une aire de turbulence. Les destins se jouent. La transition est périlleuse. En Europe de l'ouest, le besoin de réforme devient impérieux. Pour conduire ces évolutions délicates, les peuples ne peuvent faire confiance qu'à ceux qui détiennent depuis longtemps la légitimité première : les gouvernements nationaux, les dirigeants nationaux. Les voilà sans doute sur le devant de la scène pour quelques temps. L'interdépendance croissante leur impose de travailler ensemble, de forger des alliances, de trouver des compromis, au plan global certes (le G20 esquisse ce nouveau concert des puissances) mais aussi au plan continental. Saurons-nous organiser un nouveau

concert euro-méditerranéen avec la Russie, la Turquie, l'Égypte, l'Ukraine ?

b) Nécessité d'un nouveau multilatéralisme en Méditerranée.

Si l'idée d'une intégration rapide du sud de la Méditerranée recule, l'idée d'une sorte de « containment » migratoire, économique, stratégique de cet univers pauvre, mais en croissance, n'est pas une option. Les Européens de l'ouest bénéficieront de la croissance potentiellement forte de ce monde plus dynamique que le leur. Ils auront aussi à payer les conséquences de l'éventuel échec social et environnemental de ceux qui le conduisent. De nouveaux conflits civils, la progression d'un Islam politique violent, la dégradation des milieux et de l'insécurité alimentaire du sud, s'ils se produisent, ne laisseront pas les Européens tranquilles. Ils n'auront cependant pas par eux-mêmes la capacité à endiguer ces fléaux. D'où un déplacement nécessaire : compléter le dialogue bilatéral entre Européens et riverains du sud sur la Méditerranée, par un dialogue avec les Etats-Unis, les pays arabes du Golfe... pour la Méditerranée.

c) Maintenir la dynamique de voisinage.

Personne ne peut forcer les Européens de l'ouest à relancer un projet d'intégration continentale et méditerranéen. Les entreprises en décideront bien plus que les politiques. Du moins faut-il en préserver des chances minimales : en renforçant les infrastructures pan-européennes et pan-méditerranéennes, en continuant à favoriser l'adoption de normes communes, en maintenant vivantes les mobilités d'affaires et les liens intellectuels, en maintenant comme cap le libre-échange continental et méditerranéen.

Retrouvez l'intégralité du débat sur www.institutdiderot.fr

Dans la même collection

L'avenir de l'automobile

Louis Schweitzer

Les nanotechnologies

& l'avenir de l'homme

Etienne Klein

L'avenir de la croissance

Bernard Stiegler

L'avenir de la régénération cérébrale

Alain Prochiantz

L'avenir de la cybersécurité

Nicolas Arpagian

Les Notes de l'Institut Diderot

L'euthanasie, à travers le cas

de Vincent Humbert

Emmanuel Halais

Les Dîners de l'Institut Diderot

La Prospective, de demain à aujourd'hui

Nathalie Kosciusko-Morizet,

Secrétaire d'Etat à la Prospective

et au Développement de l'économie numérique.

L'avenir de l'Europe

L'Europe... un sujet que l'on croyait traité avec le Traité de Lisbonne mais qui revient sur le devant de la scène avec la crise de la Grèce, de l'Euro, de la solidarité européenne et la fin du mythe de l'unité du Marché unique... Où va-t-on ?

Que peut-on dire de l'avenir du continent européen en tant qu'entité géographique ? Parce que la géographie humaine est d'abord une démographie dans l'espace, il y a beaucoup de choses que l'on peut prévoir avec une certaine certitude et qui forment le fond de tableau des années à venir pour les femmes et les hommes qui vivent, serrés les uns à côté des autres, de l'Atlantique au Don et de la Baltique au Sahara.

Méridionalisation, littoralisation, urbanisation du peuplement, pression accrue des hommes en quelques points de fragilité, déprise ailleurs - comment imaginer que ces mouvements en profondeur, déjà esquissés, n'auront pas d'impact sur la pertinence et la capacité des entités politiques de l'Europe et de la Méditerranée ?



Franck Debié



Directeur du Centre de géostratégie de l'École normale supérieure, directeur politique de European Ideas Network, réseau de think-tanks du groupe PPE-DE au Parlement européen. Il enseigne la gestion des risques internationaux et les questions européennes à HEC.
